

1995, chapitre 52  
**LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES TRANSPORTS**

---

**Projet de loi 93**

Présenté par M. Jean Campeau, ministre des Transports

Présenté le 10 mai 1995

Principe adopté le 19 juin 1995

Adopté le 4 décembre 1995

**Sanctionné le 7 décembre 1995**

---

**Entrée en vigueur :** le 7 décembre 1995, à l'exception de l'article 2 qui entrera en vigueur à la date fixée par le gouvernement

---

**Loi modifiée :**

Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12)







## CHAPITRE 52

### Loi modifiant la Loi sur les transports

[Sanctionnée le 7 décembre 1995]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. T-12,  
a. 4.2, aj.

**1.** La Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12) est modifiée par l'insertion, après l'article 4.1, du suivant:

Équipement de  
sécurité

« **4.2** Le ministre peut, par arrêté, autoriser un transporteur à ajouter à un véhicule routier affecté au transport des écoliers un équipement de sécurité non prévu au règlement pris en vertu du paragraphe *a* de l'article 5.

Utilisation

L'arrêté indique la période et les conditions d'utilisation de cet équipement de sécurité. Il prend effet à compter de la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*. ».

c. T-12, a. 5,  
mod.

**2.** L'article 5 de cette loi est modifié par l'insertion, après le paragraphe *a*, du suivant:

« *a.1)* déterminer parmi les dispositions d'un règlement relatif au transport des écoliers pris en vertu du paragraphe *a*, celles qui constituent une infraction et indiquer, pour chaque infraction, les montants minimum et maximum dont est passible le contrevenant, lesquels doivent être de 100 \$ à 300 \$, de 400 \$ à 1 200 \$ ou de 800 \$ à 2 400 \$, selon la gravité de l'infraction; ».

c. T-12,  
a. 17.8, mod.

**3.** L'article 17.8 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes, des mots « et décider d'une affaire non contestée relative au transfert d'un permis de taxi ou de camionnage en vrac ou à la location des véhicules » par les mots « toute demande non contestée et en décider »;

2° par l'ajout de l'alinéa suivant:

Référé

« Lorsqu'une demande ne peut être acceptée, elle doit être référée à un membre de la Commission pour décision. ».

c. T-12,  
a. 47, mod.

**4.** L'article 47 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa et après le mot « réclamer », des mots « ou recevoir en paiement »;

2° par l'insertion, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa et après le mot « réclamer », des mots « ou recevoir en paiement ».

c. T-12,  
a. 74.3, mod.

**5.** L'article 74.3 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

Entrée en  
vigueur

**6.** La présente loi entre en vigueur le 7 décembre 1995, à l'exception de l'article 2 qui entrera en vigueur à la date fixée par le gouvernement.